

SYNDROME « LA POSTE »

Selon Thierry Mandon, secrétaire d'État à la Réforme et à la Simplification : «*Certaines missions de l'Etat devront être transférées ou abandonnées*»

Alors même que la Direction Générale des Finances Publiques n'a plus rien d'autre à proposer qu'une restriction de l'ouverture au public afin de pallier le manque de moyen, le projet de Loi de Finances pour 2015, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale, prévoit de supprimer 2491 emplois de plus dans notre ministère, **dont 2000 à la seule DGFIP.**

Ce sont ainsi 32 000 emplois qui auront disparu depuis 2002 ! Alors que la situation est déjà extrêmement tendue dans le réseau, ce projet arrive dans un contexte aggravée par des attaques répétées contre des bâtiments de la DGFIP et les agressions verbales et autres incivilités dont sont victimes chaque jour les collègues.

Les postes comptables et services déjà exsangues ne supporteront pas cette nouvelle saignée dans les effectifs. La Direction Générale qui ne fait plus mystère de sa volonté de fermer 850 postes en trois ans cherche peut-être précisément à en arriver là.

F.O.-DGFIP n'acceptera pas cette politique du Parent pauvre qui conduit au démantèlement du réseau au prétexte du manque de moyens.

La recette est hélas connue mais devient de plus en plus indigeste : créer les conditions du manque d'efficacité, réduire ensuite l'offre de service puis fermer avec le consentement des personnels qui, au bord de l'épuisement professionnel, en arrivent à être demandeurs des fermetures, donc de la disparition de leur outil de travail.

BUDGET 2015 : L' « AUSTÈRE FUTUR »

Conformément au pacte européen, les injonctions de la Commission européenne dictent les décisions du gouvernement : pour 2015, les 21 milliards d'euros d'économies de dépenses (65 milliards au total entre 2014 et 2017) sont issues de l'obligation faite par le traité européen TSCG.

Les restrictions de droits sociaux vont représenter 9 milliards d'euros (après déjà 6 milliards en 2014), dont un tiers sur l'assurance maladie.

L'action publique sera amputée de 12 milliards d'euros, aggravant les effets des dépenses publiques supprimées de 9 milliards en 2014.

La destruction d'environ 1 300 postes statutaires dans la fonction publique de l'Etat et les baisses des moyens d'interventions chez les opérateurs de l'Etat et dans les ministères conduisent à des missions publiques abandonnées bien que prioritaires socialement, à des services publics de proximité en moins, à une action publique en diminution, ce qui aura un impact fort sur l'activité et sur l'emploi privé (dans de nombreux départements ruraux, près de 70% des emplois privés sont liés à la commande publique).

..BRÈVES.....BRÈVES.....BRÈVES...BRÈVES.....BRÈVES**Retraites**

La nouvelle procédure de départ à la retraite est applicable à compter du **1er octobre 2014.**

pour plus d'info

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/062/spip.php?article1849>

60 % des SIE rayés de la carte

Une réunion technique d'approfondissement sur les SIE s'est tenue le 2 octobre 2014. Les documents préparatoires ne faisaient état que d'une « réflexion » sur la mise en œuvre d'une nouvelle organisation. Il s'agissait en fait de faire implicitement cautionner le résultat des réflexions d'un groupe de travail de l'administration dans le seul but de pouvoir affirmer avoir consulté les organisations syndicales nationales.

Compte rendu complet :

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/062/spip.php?article1856>

Pour mieux respirer, serrons nous encore la ceinture

C'est la formule qui vient à l'esprit après avoir entendu Messieurs Sapin, Macron et Eckert présenter le Projet de Loi de Finances 2015.

Pour notre ministère, exit la prime de performance collective annuelle, et ouverture d'une discussion pour la mise en place d'un nouveau dispositif. **FO** Finances a toujours condamné cette prime de performance, dont le montant variait sur des critères peu transparents.

Il est toutefois prudent d'attendre le nouveau projet ministériel avant d'en saluer la pertinence....

A cela s'ajoutent un nouveau gel du point d'indice dans la Fonction Publique et une nouvelle augmentation de taxes injustes sur la consommation et l'environnement, ce qui réduit encore le pouvoir d'achat des salariés et des ménages. De surcroît, le ministre des Finances indique que les collectivités devront augmenter la fiscalité locale pour compenser la baisse des dotations de l'Etat (y compris sur les missions sociales nationales comme le RSA ou l'APA).

Force Ouvrière réaffirme que les régimes sociaux et les services publics doivent être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes. Ils sont, à travers l'action publique et les investissements qu'ils permettent, source de croissance au même titre que l'indispensable augmentation des salaires pour relancer la consommation.

Ce budget va à contre sens.

Comme **Force Ouvrière** le dénonce, cette politique d'austérité conduit à la récession et à une croissance quasi nulle. Or, et le gouvernement le reconnaît lui-même, la faiblesse de la croissance conduit à moins de recettes fiscales.

L'austérité schizophrène en quelque sorte.

RENTRÉE DÉPARTEMENTALE À FORCE OUVRIÈRE

Plus de 200 militants étaient réunis à Toulouges pour la rentrée départementale du syndicat.

Rassemblés dans la salle du Mil. Ienaria à Toulouges, les militants de l'union départementale FO ont fait leur rentrée avec pour toile de fond les chiffres du chômage

TRISTE BILAN, TRISTES PERSPECTIVES

L'Union Départementale FO 66 a fait un bilan catastrophique de la situation économique du département

Selon son secrétaire Jérôme Capdevielle, cette situation est proche de l'implosion. Ce constat a d'ailleurs été repris dans un article de l'indépendant du 27 septembre 2014.

L'union départementale FO a été présente sur de nombreux conflits locaux, Jérôme Capdevielle a aussi pointé le dynamitage des seuils sociaux, la fin des 35 heures, l'abandon de jours fériés, des restrictions des acquis sociaux, la fin du smic, la diminution des prises en charges médicales.

Plus que jamais l'heure est au rassemblement pour les salariés public-privé, car les attaques sont communes.

Ce rassemblement ne peut passer que par des syndicats forts, capables de peser sur les décisions du patronat ou de l'état.

La confédération FO a cette légitimité et aspire à être encore plus représentative aux prochaines élections professionnelles du 04 décembre 2014

L'EUROPE DES RÉGIONS EN POINT DE MIRE

Christian Grolier, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires FO pour le national était l'invité de cette réunion. Il a rappelé que pour FO, il n'y a pas de république sans services publics, qu'un débat sur « *quel service public et avec quelles missions* » est essentiel à l'idée de république.

Cette idée même de territoire républicain constituée autour de sa fonction publique garante d'une égalité des territoires est remise en cause sans débat, au nom d'une légitimité européenne supra nationale sans que les électeurs soient consultés : nous vivons un changement d'organisation de la république.

Le gouvernement prépare des lois sur l'affirmation des métropoles, la fusion des régions (supra régions), et sur l'organisation de la république (l'article 26 met en place des maisons de services publics).

C'est le périmètre des missions de l'état qui est revu, on

supprime les services départementaux et l'open data 2 (liaisons internet) remplace le service public de proximité.

Dans ce contexte, maintenir des entités administratives est un défi

Les supra-régions auront des compétences en droit et en économie : c'est la fin de l'égalité sur le territoire national, et on parle de territoires républicains ouvrant la voie à une Europe des régions.

Vous ajoutez la Catalogne à Midi-Pyrénées-Languedoc - Roussillon et vous avez une euro région.

Vous en conviendrez tout cela demande un débat public. Ce débat ne peut se faire sans les fonctionnaires et les citoyens de ce pays.

CARRIÈRES ET STATUTS

Pour FO les statuts et règles de gestions différentes dans les trois versants de la fonction publiques se justifient.

L'état pour des logiques purement économiques prépare la fusion des trois fonctions publiques

Cette fusion doit lui permettre d'avoir une meilleure gestion de ses effectifs et de sa masse salariale

La mutualisation des fonctions transverses, dont les ressources humaines, est le premier grand chantier de la réforme de l'état

L'idée semble rationnelle et séduisante : pourquoi ne pas changer d'horizon professionnel ? Pourquoi ne pas changer de région plus facilement ?

Trois fois hélas, cette mobilité ne serait pas choisie, et ne serait pas forcément à l'avantage des agents en termes salarial et de gestion RH.

Pour FO, un professeur, une infirmière, une secrétaire de mairie, ne sont pas interchangeables : ils n'ont pas forcément grand chose en commun, sauf l'amour du service public.

Pour FO chaque fonction publique est spécifique et nécessaire au fonctionnement de l'état

INDEMNITÉ DE CAISSE - ON SE MOQUE DES AGENTS

De nombreux agents s'inquiètent de l'absence de règlement de l'indemnité de caisse.

Alors que l'acompte de cette indemnité n'avait pas été mis en paiement suite à une intervention de Solidaires Finances Publiques estimant que son faible montant ne le justifiait pas, les services de la DGFIP ont été incapables d'expliquer ensuite au nouveau Directeur Général que cette indemnité était un acquis de la Gestion Publique. En conséquence de quoi, il a refusé la mise en paiement intégrale.

Par ailleurs, le recensement des bénéficiaires n'a pas été fait au motif que le sujet serait traité lors du Groupe de Travail sur la prime d'accueil du 29 septembre 2014. Ce qui rend encore plus difficile l'ordonnancement de cette dépense.

FO-DGFIP est intervenu lors du Comité Technique de Réseau du 30 septembre pour réclamer le versement rapide de cette indemnité en s'étonnant du report sine die du Groupe de Travail du 29 septembre sans qu'aucune explication ne soit donnée.

À LA DGFIP
REVALORISER
LES RÉGIMES
INDEMNITAIRES,
C'EST PAS
DU LUXE !

LE 4 DÉCEMBRE
FO DGFIP
VOTRE VOIX
PEUT TOUT
CHANGER

TOURNEES FO

Comme régulièrement, les représentants FO iront à la rencontre des personnels dans le cadre de tournées de sites. Ces tournées revêtent cette année une plus grande importance car elles précèdent les élections professionnelles

FO est un syndicat réputé pour son indépendance et son pluralisme.

En ces temps de réformes incessantes, de perspectives floues, il faut être convaincu de son utilité.